

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION**

Nombre de Conseillers :

En exercice : 48

Présents : 43

Séance du :

15 juin 2021

Date de publication :

23 juin 2021

L'an deux mille vingt et un, le quinze juin à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 9 juin 2021, s'est réuni à la communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - RACHLINE David - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - REGGIANI Jean-Paul - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - DELAUNAY KAIOMAR Françoise - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - SARRAUTON Thierry - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - PECOUL Christopher - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken .

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - DEBAISIEUX Jean-François donne procuration à MASQUELIER Frédéric

NON REPRESENTES : FRADJ Laurence - POUSSIN Julien - CURTI Fabrice.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. PECOUL.

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

*

**TRANSFERT DE LA COMPETENCE « PLAN LOCAL D'URBANISME »
REFUS DES COMMUNES****PRISE D'ACTE PAR ESTEREL COTE D'AZUR AGGLOMERATION**

*

- N° 93 -**AR Prefecture**

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

M. BOUDOUBE, Vice-Président, expose :

Par délibération n°33 en date du 11 décembre 2017, le Conseil communautaire a approuvé le Schéma de Cohérence Territoriale Var Estérel Méditerranée. Le SCoT élaboré l'a été en conformité à la Loi pour *l'accès au logement et un urbanisme rénové* (ALUR) n° 2014-366 du 24 mars 2014.

Les dispositions de cette loi prévoyaient également le transfert de la compétence en matière de PLU aux intercommunalités. Elle précisait en effet que les EPCI existants à la date de la loi ALUR et qui n'ont pas compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme le deviennent de plein droit le lendemain de l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la publication de ladite loi, c'est-à-dire le 27 mars 2017. Ce transfert de compétence, prévu par l'article 136, vise en effet la compétence en matière de PLU, de documents d'urbanisme en tenant lieu (Plan d'Occupation des Sols, Plan d'Aménagement de Zones, Plan de Sauvegarde et de mise en valeur) et de carte communale.

Par délibération n°25 en date du 26 juin 2017, le Conseil communautaire avait acté du refus à l'unanimité des communes membres de voir transférer la compétence PLU à Estérel Côte d'Azur Agglomération.

La loi ALUR prévoyait également que le Conseil communautaire conservait entre le 28 mars 2017 et le 1er janvier 2021 la possibilité de voter en faveur d'un transfert de cette compétence à Estérel Côte d'Azur Agglomération, ce à quoi les communes pourraient s'opposer à nouveau dans les trois mois suivant ce vote, selon les règles de majorité prévues.

La loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 qui a prorogé l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021 (inclus), a prévu en son article 7 le report de l'échéance du transfert de la compétence PLU à l'intercommunalité, qui devait intervenir le 1er janvier 2021 en l'absence d'opposition d'une minorité de communes.

Le législateur a souhaité accorder un délai supplémentaire de 6 mois aux élus, compte tenu de la mise en place tardive des conseils municipaux due à l'épidémie de covid-19. L'échéance a donc été reportée au 1er juillet 2021.

En conséquence, les communes ont la possibilité de s'opposer au transfert par délibération entre le 1er octobre 2020 et le 30 juin 2021.

La commune de Roquebrune sur Argens par délibération n° 03 de son conseil municipal en date du 05 novembre 2020, s'est opposée au transfert de la compétence en matière de PLU,

La commune de Saint Raphaël par délibération n° 5 de son Conseil municipal en date du 11 décembre 2020 s'est opposée au transfert de la compétence en matière de PLU,

La commune de Fréjus par délibération n° 295 de son Conseil municipal en date du 13 avril 2021, s'est opposée au transfert de la compétence en matière de PLU,

La commune de Puget Sur Argens par délibération n°1 de son conseil municipal en date du 29 avril 2021, s'est opposée au transfert de la compétence en matière de PLU,

La commune des Adrets de l'Estérel par délibération n° 113 de son conseil municipal en date du 20 mai 2021 s'est opposée au transfert de la compétence en matière de PLU,

Les oppositions exprimées par les communes précitées étant le fait de plus de 25% des communes représentant plus de 20% de la population, le transfert de la compétence PLU à Estérel Côte d'Azur Agglomération est rejeté.

Un courrier sera adressé à M. le Préfet du Var en ce sens par M. le Président.

De fait,

VU l'article 136 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

VU la délibération n°33 en date du 11 décembre 2017, par laquelle le Conseil communautaire a approuvé le Schéma de Cohérence Territorial Var Estérel Méditerranée,

VU les dispositions de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 prorogeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 16 février 2021 et plus précisément de l'article 7 qui a prévu le report de six mois de l'échéance du transfert de la compétence PLU à l'intercommunalité qui devait intervenir le 1er janvier 2021 en l'absence d'opposition d'une minorité de communes,

VU la délibération n°03 du Conseil municipal de la commune de Roquebrune sur Argens en date du 05 novembre 2020, s'opposant au transfert de la compétence en matière de PLU à la communauté d'agglomération,

VU la délibération n°5 du Conseil municipal de la commune de Saint Raphaël en date du 11 décembre 2020, s'opposant au transfert de la compétence en matière de PLU à la communauté d'agglomération,

VU la délibération n°295 du Conseil municipal de la commune de Fréjus en date du 13 avril 2021, s'opposant au transfert de la compétence en matière de PLU à la communauté d'agglomération,

VU la délibération n°1 du Conseil municipal de la commune de Puget Sur Argens en date du 29 avril 2021, s'opposant au transfert de la compétence en matière de PLU à la communauté d'agglomération,

VU la délibération n° 113 du Conseil municipal de la commune des Adrets de l'Estérel en date du 20 mai 2021, s'opposant au transfert de la compétence en matière de PLU à la communauté d'agglomération,

VU l'avis de la commission des assemblées,

le Conseil communautaire est invité à :

PRENDRE ACTE de la décision des communes membres d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, représentant ainsi de plus de 25% des communes représentant plus de 20% de la population, de refuser le transfert de la compétence Plan Local d'Urbanisme à Estérel Côte d'Azur Agglomération et en conséquence de ne pas instaurer de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal sur le territoire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération, passée la date du 30 juin 2021,

RAPPELER que Estérel Côte d'Azur Agglomération et ses communes membres conservent la faculté de se prononcer ultérieurement en faveur du transfert de cette compétence.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **M. BOUDOUBE, Vice-Président,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRES en avoir délibéré,

PREND ACTE DU RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et DELIBERE en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

VILLE DE FREJUS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL

Effectif du Conseil Municipal	45
Conseillers en Exercice	45

SEANCE DU
13 avril 2021

Télétransmission en Préfecture	22 AVR. 2021
Transmission en Préfecture	
Date Réception	22 AVR. 2021

Le treize avril 2021, à seize heures, le Conseil municipal de la commune de FREJUS, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la présidence du Maire David RACHLINE.

PRESENTS : Mme PETRUS-BENHAMOU, M. LONGO, Mme LEROY, M. MARCHAND, Mme BARKALLAH, M. CHARLIER DE VRAINVILLE, Mme LANCINE*, M. CHIOCCA, M. PERONA, Mme LAUVARD, M. SARRAUTON, Mme CREPET, M. HUMBERT, Mme KARBOWSKI, M. PIPITONE, Mme LE ROUX, Mme GATTO, Mme VANDRA, M. BOURDIN*, M. BARBIER, M. SIMON-CHAUTEMPS* (des questions 1 à 13 et 16 à la fin), Mme BONNOT, Mme CAIETTA*, M. CAZALA, M. DALMASSO, M. BOURGUIBA, Mme FIHIPALAI, M. AGLIO, M. ROUX (des questions 1 à 15 et 17 à la fin), Mme BRENDLE, Mme EL AKKADI (des questions 1 à 16 et 18 à la fin), Mme SOLER, M. ICARD, Mme SABATIER, M. BONNEMAIN, M. EPURON, Mme FERNANDES, M. SERT.

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom :

Mme PLANTAVIN à Mme CAIETTA, Mme RIGAILL à M. BOURDIN, M. RENARD à M. SIMON-CHAUTEMPS, Mme MEUNIER à Mme LANCINE

SECRETAIRE DE SEANCE : M. PIPITONE

ABSENTS : Mme FRADJ, M. POUSSIN

DELIBERATION N° 295**OPPOSITION AU TRANSFERT DE COMPETENCE EN MATIERE DE
PLAN LOCAL D'URBANISME****AR Prefecture**083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

ACTE	
PUBLIE LE _____	AFFICHE DU <u>22 AVR. 2021</u>
NOTIFIE LE _____	AU <u>25 MAI 2021</u>
CERTIFIE EXECUTOIRE	
LE <u>22 AVR. 2021</u>	Pour le Maire, L'Adjointe déléguée
 Sonia LAUVARD	

Monsieur Michel BOURDIN, Adjoint au Maire, expose :

La loi « ALUR » n°2014-366 du 24 mars 2014, en son article 136, donne désormais aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Cette compétence est prévue pour être effective à l'expiration d'un délai de trois ans après la publication de la loi, pour les intercommunalités ne l'ayant pas déjà acquise, tout en apportant une exception dans le cas où au moins 25 % des Communes représentant au moins 20% de la population s'y opposeraient dans les trois mois précédant le terme du délai d'entrée en vigueur.

Ainsi, la commune de Fréjus avait délibéré le 16 janvier 2017 pour s'opposer une première fois au transfert de compétence.

Cependant, ce transfert automatique était de nouveau applicable au 1^{er} janvier de l'année suivant l'élection des nouveaux exécutifs communaux, soit au 1^{er} janvier 2021, sauf opposition des communs membres dans les conditions précitées. Ce délai a été reporté, compte tenu du contexte sanitaire, au 1^{er} juillet 2021.

Le récent achèvement du PLU communal et une procédure de modification en cours de préparation conduisent à proposer de maintenir la compétence relative au PLU à l'échelon communal. Après concertation, il apparaît par ailleurs que cette position est partagée par les communes membres de la CAVEM.

De fait,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5216-5 ;

VU l'article 136 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové ;

VU l'article 7 de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 ;

CONSIDERANT qu'afin de répondre au mieux à l'évolution des besoins du territoire et de prendre en compte certaines régularisations suite à l'approbation récente de son document de planification urbaine, la ville de Fréjus va lancer une modification de son PLU révisé en 2019 ;

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

CONSIDERANT en conséquence qu'il n'apparaît à ce jour pas pertinent de procéder au transfert de cette compétence à la Communauté d'agglomération ;

Il est donc proposé au Conseil municipal :

DE S'OPPOSER au transfert de la compétence PLU à la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU l'avis favorable de la commission urbanisme, logement, développement économique, travaux, environnement, voirie et transports réunie le 8 avril 2021 ;

APRES avoir entendu l'exposé qui précède et délibéré à l'UNANIMITE des membres présents et représentés par 41 voix POUR et 1 voix CONTRE (Mme FERNANDES);

S'OPPOSE au transfert de la compétence PLU à la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée.

La présente délibération sera soumise au contrôle de légalité de la Préfecture du Var et publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Commune.

AINSI FAIT et DELIBERE à Fréjus, le 13 avril 2021 et ont signé les membres présents après lecture faite.

**POUR EXPEDITION
CONFORME**

Fréjus, le
Le Maire

20 AVR. 2021

**Pour le Maire,
L'Adjoint délégué**

Sonia LAUVARD



AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

OPPOSITION EN MATIERE DE COMPETENCE EN MATIERE DE PLAN LOCAL D'URBANISME;

Date de transmission de l'acte : 22/04/2021

Date de réception de l'accusé de
réception : 22/04/2021

Numéro de l'acte : 295 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 083-218300614-20210413-295-DE

Date de décision : 13/04/2021

Acte transmis par : Karine PERROUD

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 9. Autres domaines de compétences
9.1. Autres domaines de compétences des communes

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

**COMMUNE DE PUGET-SUR-ARGENS (Var)****EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL****Nombre de membres :**

- afférents au Conseil Municipal... 29
- en exercice..... 29
- ayant pris part à la délibération.... 27

Séance du**29 avril 2021****Date de convocation**

22 avril 2021

Date d'affichage

22 avril 2021

Le vingt-neuf avril deux mille vingt-et-un, à seize heures, le Conseil municipal, s'est réuni à l'Espace Victor Hugo, sous la présidence de M. Paul BOUDOUBE, Maire.

Présents :

Mesdames, Messieurs Jean-François MOISSIN, Martine ARENAS, Laurent CHABRIER, Eliane TOSI, André DEBIASI, Joëlle RICCINO, Serge PELLEGRINO et Elodie GRAVOUIL, Adjoints au Maire,

Mesdames, Messieurs GRAS Françoise, Jean-Louis ORSO, Manuel BAEZ, Dorothée MONNIER, Noël AZZOPARDI, Lilia FONTANELLE, Danielle, SUBTIL, Frank GILETTI, Sandra GROLLEAU, Jérôme MION, Jean BRIAL, Stéphane MORFEA, Lucie RONCHIERI et Alain BARKATE, Conseillers municipaux.

Représentés :

En application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mesdames, Messieurs Alain COLOMINES, Mireille ANILLO, Eugénie BERVARD, Mathilde RAVANEL ont donné respectivement pouvoir à Jean-François MOISSIN, Jean-Louis ORSO, Eliane TOSI et Elodie GRAVOUIL.

Absent excusé :

Monsieur Fabrice CURTI.

Secrétaire de séance : Monsieur Manuel BAEZ.

Il est à noter que Monsieur JUREZ a quitté la salle en début de séance et n'a donc pas pris part au vote.

DÉLIBÉRATION n° 1**du 29 avril 2021****AR Prefecture****OPPOSITION AU TRANSFERT DE COMPÉTENCE
EN MATIÈRE DE PLAN LOCAL D'URBANISME**

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021



Monsieur Jean-François MOISSIN, 1^{er} adjoint au Maire, expose :

La compétence « plan local d'urbanisme, figure parmi les compétences obligatoires des communautés de communes et d'agglomération.
Ce transfert obéit à des règles particulières de transfert issues de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, permettant à leurs communes membres de s'opposer à ce transfert de compétence si elles matérialisent une minorité de blocage.

Vu la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 29 mars 2014 ;

Vu l'article L 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales visant notamment l'exercice de plein droit de la Communauté d'Agglomération en lieu et place des communes membres, concernant la compétence en matière d'aménagement de l'espace communautaire et notamment de Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du conseil Municipal en date du 08 février 2017 s'opposant à ce transfert de compétence ;

Vu l'article 5 de la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 5, que le délai, dans lequel au moins 25% des communes représentant au moins 20% de la population peuvent s'opposer au transfert, court du 1^{er} octobre 2020 au 30 juin 2021 ;

Considérant que les procédures techniques et administratives de SCoT, D.A.A.C., liées à celle du P.L.U. sont toujours en cours, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer contre le transfert de compétence ;

Le Conseil Municipal est invité à :

- S'opposer au transfert de compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée.

Le Conseil Municipal,

Où l'exposé de M. Jean-François MOISSIN,

Après en avoir délibéré,

A l'unanimité,

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Envoyé en préfecture le 03/05/2021

Reçu en préfecture le 03/05/2021

Affiché le

Berger
Levisault

ID : 083-218300994-20210429-DCM1_29_04_2021-DE

- S'oppose au transfert de compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme à la Communauté d'Agglomération Var Estérel Méditerranée.

Fait à Puget-sur-Argens, les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme,

Fait à Puget-sur-Argens, le 29 avril 2021.

Le Maire



Paul BOUDOUBE

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE

Reçu le 23/06/2021

Publié le 23/06/2021

CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 5 NOVEMBRE 2020

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

N° 03

**OPPOSITION AU TRANSFERT DE COMPETENCE EN MATIERE DE P.L.U. A LA
 COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAR ESTEREL MEDITERRANEE
 (CAVEM)**

Date de convocation	Date d'affichage	Nombre de conseillers municipaux		
		En exercice	Présents	Votants
29 octobre 2020		33	27	30

L'an deux mil vingt, le jeudi 5 novembre 2020 à 16h00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de M. Jean CAYRON, Maire.

Etaient présents : M. CAYRON, M. GNERUCCI, Mme PERRIN, M. BACQUET, Mme NOURI, M. PRIARONE, Mme LOUISA, M. MASSON, Mme PICQ, M. BENHAMOU, Mme STEINMETZ, M. SAVIO, Mme BOUVARD, Mme LELEU, Mme TESSONNEAU, M. MERIMECHE, M. BESSERER, M. LEMAITRE, Mme METIVIER, Mme LEGRAND, Mme DEMONEIN, M. FABRE, M. BUSNEL, M. DAMO, Mme BIANCHI, M. TISSIER, M. GUÉRIN.

Absents avant donné pouvoir : Mme Carole SCHWALLER à M. Yoann GNERUCCI, Mme Isabelle SUCHET à M. Guillaume GUÉRIN, Mme Line KERGOURLAY à M. Ken TISSIER.

Absents : M. LUCHINI, Mme AUZOLAT, Mme ICHARD.

Secrétaire de séance : BIANCHI Marie Line

Monsieur CAYRON soumet aux membres du Conseil Municipal le rapport suivant :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme raisonné (ALUR) N° 2014-366 du 24 mars 2014, et notamment son article 136,

CONSIDERANT l'intérêt pour la commune de garder la compétence P.L.U. afin de mener à bien son projet de territoire

AR Prefecture

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) est l'outil essentiel d'aménagement du territoire communal.

Si certains enjeux et projets sont appréhendés à l'échelle de notre bassin de vie, à savoir le périmètre de la CAVEM, à l'échelle la plus pertinente pour planifier un aménagement du territoire respectueux de ses particularités reste celle de la commune.

083-200935319-2021-0623-C 20210615_93-DE
 Reçu le 23/06/2021
 Publié le 06/07/2021

A ce titre, la Municipalité a fait de l'élaboration du PLU et de son approbation rapide des priorités.

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable, qui en est la première étape, traduit une volonté communale forte de mettre en œuvre une politique de développement urbain et d'aménagement qui préservera l'environnement, les espaces et la qualité de vie des Roquebrunois, tout en favorisant le rayonnement de la commune et son développement économique, en engageant une urbanisation réfléchie, durable et respectueuse du cadre de vie.

Aussi, pour mener à bien son projet, la commune a besoin de conserver la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme. Or la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme raisonné (ALUR) N° 2014-366 du 24 mars 2014, dans son article 136, prévoit notamment que les Communautés d'Agglomération existantes à la date de publication de ladite loi et qui ne sont pas compétentes en matière de Plan Local d'Urbanisme, le deviennent le lendemain de l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi, soit le 27 mars 2017. Si, dans les trois mois précédant le terme du délai de trois ans mentionné précédemment, au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s'y opposent, ce transfert de compétence n'a pas lieu.

Par délibération n° 22 du 28 février 2017, les membres du Conseil Municipal de Roquebrune-sur-Argens se sont opposés au transfert de compétence en matière de P.L.U. en faveur de la Communauté d'Agglomération Var Esterel Méditerranée (CAVEM).

A ce jour, le transfert de compétence en matière de P.L.U. en faveur de la CAVEM n'a pas eu lieu.

Toutefois, ledit article 136 prévoit également que, si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de ladite loi, la Communauté d'Agglomération n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, elle le devient de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté, consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, soit le 1^{er} janvier 2021, sauf si les communes s'y opposent dans les conditions prévues plus haut.

L'élection du nouveau Président de la CAVEM étant intervenue au cours de l'année 2020, il appartient désormais à la commune de réitérer sa décision de s'opposer à ce transfert de compétence, entre le 1^{er} octobre 2020 et le 31 décembre 2020.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

DECIDE de s'opposer au transfert de compétence en matière de P.L.U. en faveur de la Communauté d'Agglomération Var Esterel Méditerranée (CAVEM), conformément aux dispositions de la Loi N° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite Loi ALUR), afin de rendre sa décision opposable.

A l'unanimité

ROQUEBRUNE SUR ARGENS, 5 novembre 2020



Jean CAYRON

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C 20210615 93-DE

Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification (Décret n°83-1025 du 28/11/1983).

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

AR Prefecture

083-218301182-20201211-05-DE

Reçu le 18/12/2020

Publié le 18/12/2020

République Française

MAIRIE DE SAINT-RAPHAËL (VAR)

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de Conseillers : 39

En exercice : 39

Séance du :

11.12.2020

Date de publication :

18 DEC. 2020

Date envoi à la
Sous-Préfecture :

18 DEC. 2020

Le Onze Décembre Deux Mille Vingt, à 18h00, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué le Quatre Décembre Deux Mille Vingt, s'est réuni à l'Estérel Aréna, sous la présidence de M. Frédéric MASQUELIER, Maire.

PRÉSENTS :

Mesdames, Messieurs, MASQUELIER, CHIODI, DECARD, DELAUNAY KAIOMAR, ISEPPI, GRILLET, RAMI, HEUDIARD, LOMBARD, SABY, HAUTEUR (à partir de la question n° 5), DEBAISIEUX, ZUCCO, CHIRON, CIFRE, BONNAL, MEYER, ARNAUD, BOYER, JEANPERRIN, GENOUX, KAIOMAR, GIRARDIN, BLANC, BEZIN, LOPEZ, TIBERI, MORENVAL, MARCANDELLA, MARTY, JACQUOT, DEFLANDRE, PECOUL, CORDINA, DUBOIS MOUGIN, CHAPON, SPINNHIRNY, TOMASI, BLANVILLAIN.

ABSENT(S) AVEC POUVOIR :

Conformément à l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales a donné pouvoir de voter en son nom : Mme HAUTEUR à M. MASQUELIER (de la question n° 1 à la question n° 4).

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

*

**OPPOSITION AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE PLAN LOCAL D'URBANISME
À LA COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION VAR-ESTÉREL-MÉDITERRANÉE**

*

- n° 5 -

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE

Reçu le 23/06/2021

Publié le 23/06/2021

083-218301182-20201211-05-DE
Reçu le 18/12/2020
Publié le 18/12/2020

Mme Danièle LOMBARD, Adjoint au Maire, expose que par délibération n° 25 en date du 26 juin 2017, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée a pris acte de la décision des cinq communes membres de refuser le transfert de la compétence « Plan Local d'Urbanisme » à la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée et en conséquence de ne pas instaurer de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal.

Le Plan Local d'Urbanisme est un document qui traduit un projet global d'aménagement et d'urbanisme et fixe en conséquence les règles d'aménagement et d'utilisation des sols. Il détermine les conditions d'un aménagement de l'espace respectueux des principes du développement durable, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction des besoins en matière d'habitat et d'équipements publics d'activités économiques, commerciales ou touristiques de sport et de culture.

La Loi n° 2014-366 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite Loi ALUR, du 24 mars 2014, prévoit en son article 136 que « si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la publication de la présente loi, la communauté de communes ou la communauté d'agglomération n'est pas devenue compétente en matière de plan local d'urbanisme, de documents d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, elle le devient de plein droit le premier jour de l'année suivant l'élection du président de la communauté consécutive au renouvellement général des conseils municipaux et communautaires, sauf si les communes s'y opposent. »

Cette compétence permet aux communes et aux Conseils Municipaux de déterminer librement l'organisation de leur cadre de vie, en fonction des spécificités locales, d'objectifs particuliers, de préservations patrimoniales ou naturelles, et selon des formes urbaines qui peuvent différer d'une Commune à l'autre. En l'occurrence, la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée est composée de cinq communes qui présentent, chacune, une identité forte.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de s'opposer au transfert automatique, prévu par la loi ALUR, de la compétence Plan Local d'Urbanisme à la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée.

Suite à cet exposé, le Conseil Municipal est invité à :

- **S'OPPOSER** au transfert automatique de la compétence Plan Local d'Urbanisme à la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée ;
- **DEMANDER** au Conseil Communautaire de prendre acte de cette décision d'opposition.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

APRÈS avoir entendu l'exposé de Mme LOMBARD, Adjoint au Maire,
À LA DEMANDE de M. LE MAIRE,
APRÈS en avoir délibéré,
À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRÉSENTÉS,

- **S'OPPOSE** au transfert automatique de la compétence Plan Local d'Urbanisme à la Communauté d'Agglomération Var-Estérel-Méditerranée ;

AR Prefecture

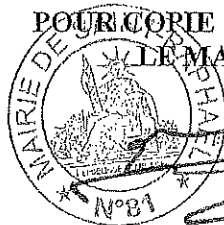
3

03-218301182-20201211-05-DE
Reçu le 18/12/2020
Publié le 18/12/2020

- **DEMANDE** au Conseil Communautaire de prendre acte de cette décision d'opposition.

FAIT et DÉLIBÈRE en séance, les jour, mois et an que dessus.

POUR COPIE CONFORME
LE MAIRE,



Frédéric MASQUELIER

AR Prefecture

083-200035319-20210623-C_20210615_93-DE
Reçu le 23/06/2021
Publié le 23/06/2021